

SANTÉ AU TRAVAIL



RÉGION OYONNAX

STATUTS

DU COMITÉ DE SANTÉ AU TRAVAIL RÉGION OYONNAX

COMITÉ DE SANTÉ AU TRAVAIL RÉGION OYONNAX

305, rue Pierre et Marie Curie BELLIGNAT 01117 OYONNAX Cedex

Tèl. 04 74 77 89 21 - Fax 04 74 77 38 28

www.sante-travail-oyonnax.fr

TITRE I - CONSTITUTION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

Article 1 – Constitution – Dénomination

Entre les personnes physiques ou morales qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué, conformément aux dispositions de la Loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, ainsi que des dispositions du Code du Travail applicables, une Association qui prend pour dénomination « Comité de Santé au Travail Région Oyonnax » et pour sigle « CST Région Oyonnax »

Article 2 – Objet

L'Association a pour objet d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service de Prévention de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, avec pour mission principale d'éviter toute altération de la santé des travailleurs des entreprises adhérentes du fait de leur travail.

Elle fournit à ses entreprises adhérentes et à leurs travailleurs un ensemble socle de services qui doit couvrir l'intégralité des missions prévues à l'article L. 4622-2 en matière de prévention des risques professionnels, de suivi individuel des travailleurs et de prévention de la désinsertion professionnelle, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Dans le respect des missions générales prévues au même article L.4622-2, elle peut également leur proposer une offre de services complémentaires qu'elle détermine.

Les chefs d'entreprises des entreprises adhérentes peuvent bénéficier de l'offre de services proposée aux salariés (L4621-4 du Code du Travail).

Les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la médecine de prévention peuvent conventionner avec l'Association pour remplir leurs obligations en la matière dès lors que la réglementation le leur permet.

Peuvent en outre bénéficier des interventions de l'Association, les travailleurs indépendants du livre VI du Code de la Sécurité Sociale s'affiliant à celle-ci (art L4621-3 du Code du Travail).

Peuvent enfin bénéficier des interventions de l'Association, les particuliers employeurs adhérant à l'Association si cette dernière a été désignée à cet effet dans le cadre de l'article L4625-3 du Code du Travail.

L'Association peut, directement ou indirectement, développer des activités en lien avec sa mission telle que définie par le Code du Travail.

Article 3 – Siège social

Le siège de l'Association est fixé au :

« 305 rue Pierre et Marie Curie – 01100 BELLIGNAT »

Il pourra, par la suite, être transféré en tout autre endroit par décision du Conseil d'Administration, portée à la connaissance des adhérents. Le Conseil d'Administration a, dans ce cadre, notamment pouvoir pour procéder à la modification de l'adresse du siège dans les présents statuts.

Dans son ressort géographique, l'Association peut, sous réserve de l'accomplissement des formalités requises, créer des centres locaux de Santé au Travail répondant à des besoins déterminés des entreprises adhérentes.

Compétence territoriale

Le CST Région Oyonnax couvre la compétence géographique suivante :

Oyonnax Canton Nord : Oyonnax – Arbent – Dortan – Belleydoux – Échallon
Oyonnax Canton Sud : Oyonnax – Bellignat – Géovreisset – Groissiat – Martignat
Communes : Izerore – Mataflon Granges - Samognat

Article 4 – Durée

La durée de l'Association est illimitée.

TITRE II - COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 5 – Qualité de membre

Peuvent adhérer à l'Association tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au Travail définie dans le Code du Travail, 4ème Partie, Livre VI, Titre II.

Peuvent également être admis comme membres les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la médecine de prévention dès lors que la réglementation le leur permet.

Cette convention ne leur confère pas nécessairement la qualité de membre et donc le droit de faire partie de l'Assemblée Générale avec voix délibérative. La notion de membre correspondant peut alors être utilisée.

Article 6 – Conditions d'adhésion

Pour faire partie de l'Association, les postulants doivent :

- Remplir les conditions indiquées à l'article 5 ci-dessus,
- Adresser à l'Association une demande écrite,
- Accepter les présents statuts et le règlement intérieur,
- S'engager à payer les droits, les cotisations et frais divers dont les montants sont fixés chaque année conformément aux dispositions des présents statuts et du règlement intérieur,
- Retourner le dossier d'adhésion accompagné de l'état nominatif des salariés de l'entreprise et des risques auxquels ils sont exposés.

Article 7 – Perte de qualité de membre

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- La démission : l'adhérent qui entend démissionner doit en informer l'Association par lettre recommandée avec avis de réception sous un préavis de 6 mois avant la fin de l'exercice social en cours. La démission prend effet au 1er janvier de l'exercice suivant la date d'expiration du préavis, après communication à la DDETS de l'Ain,
- La perte du statut d'employeur,

- La radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement des droits, cotisations et frais divers. L'adhérent radié peut solliciter une nouvelle adhésion à l'Association sous réserve du paiement intégral des sommes dues, y compris celles dont le non-paiement est à l'origine de sa radiation, ainsi que les frais de recouvrement et de ré-adhésion.
- La radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux statuts ou au règlement intérieur de l'Association, inobservation des obligations incombant aux adhérents au titre de la réglementation de la Santé au Travail ou tout acte contraire aux intérêts de l'Association.

Dans tous ces cas, l'adhérent est prévenu par courrier et peut, sur sa demande écrite, être entendu par le Conseil d'Administration.

A compter de la date de radiation notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, l'employeur assume seul l'entière responsabilité de l'application de la législation relative à la santé au travail.

En cas de radiation comme pour une démission, les cotisations restent dues pour l'année civile entamée, il n'est fait aucun remboursement sur la cotisation de la période en cours.

Titre III - RESSOURCES de L'ASSOCIATION

Article 8 – Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- Des cotisations ou contributions annuelles proposées par le Conseil d'Administration et approuvées annuellement par l'Assemblée Générale, lesquelles sont payables selon les modalités définies par le règlement intérieur de l'Association,
- Des sommes facturées au titre de conventionnements ou d'affiliations avec l'Association,
- Des facturations de services proposés au titre de l'offre complémentaire faisant l'objet d'une grille tarifaire,
- Des subventions qui pourront lui être accordées,
- Du revenu de ses biens,
- Et de toutes autres ressources autorisées par la Loi.

Un rapport comptable d'entreprise, est mis à disposition au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'exercice considéré.

TITRE IV - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 9 : Composition

L'Association est administrée paritairement par un Conseil d'Administration de 10 membres désignés pour quatre (4) ans (cf. article D 4622-19) :

(1°) Dont la moitié de représentants des employeurs désignés par les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel parmi les entreprises adhérentes,

(2°) Et l'autre moitié de représentants des salariés des entreprises adhérentes désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Le Président, qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, ainsi que le Président Délégué, sont élus parmi les représentants mentionnés au 1°. Ils doivent être en activité,

Le Trésorier et le Vice-Président sont élus parmi les représentants mentionnés au 2°,

Les représentants mentionnés aux 1° et 2° ne peuvent effectuer plus de deux mandats consécutifs,

En cas de disposition du Code du Travail ou d'accord entre les partenaires sociaux, la répartition des sièges au sein de chaque collège entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés est conforme à celui-ci.

Article 10 : Perte de la qualité d'administrateur

La qualité d'administrateur membre employeur élu se perd dans les cas suivants :

- La démission du poste d'administrateur notifiée par écrit au Président,
- La perte de qualité d'adhérent.

La qualité d'administrateur membre salarié désigné se perd dans les cas suivants :

- La démission du poste d'administrateur désigné notifiée par écrit au Président,
- La perte du mandat notifiée au Président par l'organisation syndicale concernée,
- La radiation de l'adhérent dont il est salarié,
- La perte de statut de salarié de l'adhérent,
- La perte de la représentativité de l'organisation syndicale concernée.

En cas de manquement d'un administrateur élu aux obligations de sa charge, comme en cas d'agissements ou de comportement de nature à nuire à l'Association, le Conseil d'Administration pourra révoquer son mandat.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue d'en informer par écrit le Bureau de l'Association.

Article 11 : Bureau

L'Association comprend un Bureau comprenant :

- Un Président élu parmi les membres employeurs du Conseil d'Administration,
- Un Président Délégué élu parmi les membres employeurs du Conseil d'Administration,
- Un Vice-Président élu parmi les membres salariés du Conseil d'Administration,
- Un Trésorier élu parmi les membres salariés du Conseil d'Administration.
- Un Secrétaire élu parmi les membres employeurs du Conseil d'Administration

Le Bureau a pour principale fonction d'assurer la préparation des travaux du conseil. Le Bureau n'a pas de pouvoir exécutif.

Les documents et informations recueillis à l'occasion des réunions du Bureau, du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale, ainsi qu'à la Commission de Contrôle sont strictement confidentiels. Les membres s'obligent à une discrétion absolue et au respect de la règle de non communication en dehors de leur mandat.

La fonction de Vice-Président et de Trésorier du Conseil d'Administration sont incompatibles avec celle de Président de la Commission de Contrôle.

Le Trésorier suit les comptes pour l'exécution du budget et présente un rapport à destination du Conseil d'Administration sur :

- La situation financière de l'Association,
- Le recouvrement des droits et cotisations.

Le Trésorier a un devoir d'alerte du Conseil d'Administration en cas de menace pesant sur la capacité financière de l'Association à faire face à ses engagements.

Le Trésorier se verra remettre une déclaration de confidentialité et de non divulgation d'information économique, financière et sociale dont il pourrait avoir connaissance dans l'exercice de sa fonction de Trésorier, qu'il devra obligatoirement signer et remettre au Président.

Il exerce ses fonctions aux côtés du Président, de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes de l'Association, sans interférer dans leur propre mission.

Le Bureau est élu pour quatre ans, ses membres sont rééligibles.

Les administrateurs ne reçoivent, sous aucune forme, ni rétribution, ni rémunération, ni jetons de présence, leurs fonctions sont entièrement gratuites.

En cas de pluralité de candidatures pour les fonctions de Président, de Président délégué, de Trésorier et ou de Vice-président par délégation et d'égalité de voix, le poste est attribué au plus âgé des candidats.

Article 12 : Président

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile.

Il représente notamment l'Association en justice, dans toutes procédures, tant en demande qu'en défense sur délégation expresse du Conseil d'Administration.

Le Président, qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, préside les réunions des différentes instances de l'Association dont il est membre, à l'exception de la Commission de Contrôle.

Il est chargé de veiller à la conforme exécution des décisions arrêtées par le Conseil d'Administration.

Le Président est habilité à ouvrir et faire fonctionner dans tous les établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous placements dans une gestion en bon père de famille.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoir qu'il juge nécessaires dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés. Il en informe le Conseil d'Administration à la prochaine réunion qui suit la délégation.

Article 12 bis : Président Délégué

Le Président Délégué assiste le Président sur mandat de celui-ci. En cas de vacance de la présidence, il assume l'intérim de la présidence jusqu'au retour du Président s'il est momentanément absent ou jusqu'à la désignation d'un nouveau Président

En l'absence du Président Délégué, l'intérim est obligatoirement assumé par un membre employeur du Conseil d'Administration

Article 12 ter : Vice-Président

Le Vice-Président supervise la désignation par les organisations syndicales représentatives des représentants des salariés au Conseil d'Administration. Il prépare les ordres du jour du Conseil d'Administration avec le Président.

Article 13 : Fonctionnement

Le Conseil d'Administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association, gérer ses intérêts et, en conséquence, décider tous les actes et opérations relatifs à son objet à l'exception de ceux que les présents statuts confient à l'Assemblée Générale ou au Président.

Le Conseil d'Administration doit notamment :

- Établir tous règlements intérieurs pour l'application des présents statuts et pour le fonctionnement du Service de Prévention de Santé au Travail,
- Gérer les fonds de l'Association, décide de leur placement ou de leur affectation et assure le règlement des comptes entre les adhérents et l'Association,
- Fixer le montant des droits d'entrée, de la cotisation forfaitaire annuelle, des pénalités
- Arrêter les comptes de l'exercice en vue de l'approbation par l'Assemblée Générale,
- Décider des acquisitions, ventes ou échanges immobiliers ainsi que leur mode de financement et des actes de gestion relatifs au patrimoine immobilier.

Il peut déléguer telle partie de ses pouvoirs qu'il juge convenable à un ou plusieurs de ses membres, et peut également instituer, soit parmi ses membres, soit en dehors d'eux, tout comité ou commission dont il définit les attributions et pouvoirs, la mission, la durée et les conditions de fonctionnement.

Le Conseil d'Administration se réunit chaque semestre au minimum et chaque fois qu'il est convoqué par son Président et le secrétaire.

Un membre à la faculté de donner pouvoir à un autre membre pour le représenter au conseil.

Sur décision du Président, le Conseil d'Administration peut se réunir pour toute ou partie de ses membres en visioconférence ou tout autre moyen de mise en relation à distance adapté. Le membre participant à la réunion du Conseil d'Administration à distance est réputé présent. Pendant cette réunion, les votes peuvent être organisés sous forme électronique (mail, plateforme...).

Le Président peut consulter les membres du Conseil d'Administration dans le cadre d'une consultation écrite par mail ou par un autre moyen. La consultation écrite précise ses modalités de déroulement. Une décision adoptée dans un tel cadre est réputée prise en Conseil d'Administration.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux et signées par le Président et le Secrétaire.

Assistent également, le Directeur Général du SPSTI (sauf point à l'ordre du jour le concernant directement), des représentants des médecins du travail (conformément à la réglementation en vigueur) et, le cas échéant, des autres membres de l'équipe pluridisciplinaire, avec voix consultative, au Conseil d'Administration dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Peuvent aussi assister au Conseil d'Administration :

- Les Présidents d'Honneur,
- Des membres de l'équipe de direction invités.

TITRE V - DIRECTION

Article 14 : Modalités

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration nomme un Directeur Général, salarié de l'Association. Le Président fixe l'étendue des pouvoirs du Directeur Général par délégation et en informe le Conseil d'Administration qui fournit les moyens nécessaires à cette délégation.

Le Directeur Général met notamment en œuvre, sous l'autorité du Président, les décisions du Conseil d'Administration dans le cadre du projet de service pluriannuel. Il rend compte de son action au Président et au Conseil d'Administration.

TITRE VI - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 15 : Composition

L'Assemblée Générale comprend tous les membres adhérents.

Les adhérents peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier (courrier, fax, scan signé par l'adhérent), un adhérent ne peut se faire représenter que par un autre adhérent ayant lui-même le droit de participer à l'Assemblée Générale. Chaque adhérent peut recevoir plusieurs pouvoirs dans la limite de 10 % des voix des adhérents.

Seuls les membres à jour de leur cotisation huit jours avant l'assemblée, peuvent participer à l'Assemblée Générale.

Chaque membre a droit à une ou plusieurs voix, suivant le nombre des salariés occupés dans son ou ses établissements à la date du 1er janvier de l'exercice, et suivant les conditions précisées dans le Règlement Intérieur de l'Association.

A l'Assemblée Générale, doit être représenté au moins le huitième des voix des entreprises adhérentes. À défaut, une deuxième Assemblée est convoquée dans la quinzaine et a tous pouvoirs pour délibérer quel que soit le nombre de voix présentes ou représentées.

Article 16 : Modalités

Les adhérents de l'Association se réunissent en Assemblée Générale ordinaire au cours du premier semestre civil, ou en assemblée extraordinaire en cas de besoin.

L'Assemblée Générale des membres adhérents à l'Association, se réunit chaque année et chaque fois qu'elle est convoquée par les membres employeurs du Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins des membres de l'Association.

L'Assemblée Générale est convoquée 15 jours calendaires au moins avant la date de la réunion prévue. Cette convocation peut se faire soit par l'envoi d'une lettre ordinaire à chacun des adhérents, soit par avis dans un journal d'annonces légales départemental, soit par tout autre mode permettant d'atteindre l'ensemble des adhérents.

Son ordre du jour est établi par le Conseil d'Administration. Toutefois, tout adhérent peut saisir le Conseil d'Administration, dix jours calendaires au moins avant la date de réunion, d'une ou plusieurs questions qui devront également être délibérées le jour de l'Assemblée Générale.

Le Bureau de l'Assemblée Générale est celui du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale entend le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et la situation financière et morale de l'Association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et donne quitus au

conseil de sa gestion. Elle approuve le budget prévisionnel de l'exercice en cours et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le Conseil d'Administration.

Elle pourvoit à l'élection ou au renouvellement des membres du Conseil d'Administration représentant les entreprises adhérentes.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les résolutions des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Une copie du Procès-Verbal, du rapport annuel et des comptes, est tenue à la disposition de tous les membres de l'Association en son siège.

TITRE VII - SURVEILLANCE de L'ASSOCIATION

Article 17 : Commission de Contrôle

Les représentants des employeurs sont désignés par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives, dans les conditions prévues au 1° de l'article L. 4622-11, au sein des entreprises adhérentes.

L'organisation et la gestion de l'Association sont placées sous la surveillance d'une Commission de Contrôle composée d'un tiers de représentants employeurs et de deux tiers de représentants des salariés, désignés pour quatre ans dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur :

Son Président est élu parmi les représentants des salariés. Les représentants des employeurs dont le secrétaire sont désignés par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives, dans les conditions prévues au 1° de l'article L. 4622-11, au sein des entreprises adhérentes. Les représentants des salariés sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel parmi les salariés des entreprises adhérentes. Les représentants des employeurs et des salariés ne peuvent effectuer plus de deux mandats consécutifs.

Les modalités d'élection sont précisées dans le règlement intérieur de la commission.

Des représentants de l'équipe pluridisciplinaire assistent, avec voix consultative, à la Commission de Contrôle dans les conditions prévues par les textes applicables en vigueur.

Les règles de fonctionnement et les attributions de la Commission de Contrôle sont précisées dans le règlement intérieur qu'elle élabore dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

TITRE VIII - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSOCIATION

Article 18: Modalités

Le règlement intérieur de l'Association est établi par le Conseil d'Administration et porté à la connaissance de la plus prochaine Assemblée Générale ordinaire. Il est modifié dans les mêmes conditions.

TITRE IX - MODIFICATIONS DES STATUTS

Article 19 : Modalités

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Conseil d'Administration.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale extraordinaire requiert la présence d'au moins un quart des voix des membres adhérents en exercice présents ou représentés, à jour de leur cotisation année N-1.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale extraordinaire est à nouveau convoquée à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut, lors de cette deuxième réunion, valablement délibérer quel que soit le nombre des voix des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

TITRE X - DISSOLUTION

Article 20 : Modalités

L'Assemblée Générale extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié des voix de ses adhérents en exercice.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des voix membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 21 : Liquidation

En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, l'Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association ou désigné par le tribunal. Elle attribue l'actif net à une ou plusieurs Associations à but non lucratif de la région ayant une vocation sociale identique.

Dans le cas de biens acquis à l'aide de subventions allouées par l'Etat, la dévolution de ces biens devra recevoir l'autorisation du Ministre qui a accordé la subvention.

TITRE XI - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22 : Mesures transitoires liées à l'entrée en vigueur de la Loi du 2 août 2021

La nouvelle composition du Conseil d'Administration s'applique au Conseil d'Administration dont le mandat débute le 1er avril 2022. Jusqu'à cette date, les mandats en cours à la date de l'adoption des statuts demeurent en vigueur.

Si aucune Organisation professionnelle d'employeurs représentative au niveau national et interprofessionnel n'a désigné de représentant des employeurs au 1er avril 2022, les employeurs siégeant au Conseil d'Administration à cette date, bénéficieront d'un nouveau mandat jusqu'à la première désignation par une Organisation professionnelle. Cette règle ne s'applique que si toutes les organisations représentatives d'employeurs ont été saisies par LRAR avant le 17 février 2022 pour

désignation des représentants des employeurs et vise à garantir le fonctionnement paritaire et éviter qu'un simple décalage dans le temps des désignations n'entraîne des ruptures de fonctionnement y compris sur le plan de la gestion financière et une potentielle mise sous administration provisoire de l'Association. Cette règle s'applique aussi aux membres du Bureau.

Si aucune Organisation syndicale représentative au niveau national et interprofessionnel n'a désigné de représentant des salariés des entreprises adhérentes au 1er avril 2022, les salariés siégeant au Conseil d'Administration à cette date, bénéficieront d'un nouveau mandat jusqu'à la première désignation par une Organisation syndicale. Cette règle ne s'applique que si toutes les organisations syndicales représentatives ont été saisies par LRAR avant le 17 février 2022 pour désignation des représentants des salariés et vise à garantir le fonctionnement paritaire et éviter qu'un simple décalage dans le temps des désignations n'entraîne une mise sous administration provisoire de l'Association. Cette règle s'applique aussi aux membres du Bureau.

Les délégations, notamment de signatures, du Directeur Général demeurent en vigueur au-delà du 1er avril 2022, même si le nouveau Président n'a pas été élu à cette date

Article 23 : Évolutions

Les changements de Président et de Directeur Général de l'Association, ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, sont portés à la connaissance du Préfet et des administrations concernées.

Les résolutions des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et un secrétaire de séance nommé. Une copie du procès-verbal, du rapport annuel et des comptes est tenue à la disposition de tous les membres de l'Association en son siège.

Statuts approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire

Le XX mars 2022

Le Secrétaire

Le Président